

Justice-Prison-associations

Prison: la consultation sur une réforme prolongée jusqu'au 30 septembre

PARIS, 31 juil 2006 (AFP) - La vaste consultation sur une réforme des prisons lancée par des associations auprès des acteurs du monde carcéral va être prolongée de deux mois, en raison d'un taux de réponses trop faible de certains intervenants, a indiqué lundi l'Observatoire International des Prisons (OIP).

La consultation lancée fin mai aurait dû se terminer ce lundi mais les réponses aux questionnaires, notamment de la part des surveillants de prison, sont jugées insuffisantes par l'institut BVA qui a proposé cette prolongation, selon l'OIP, une association qui défend les droits des détenus.

Pour augmenter le taux de réponses, l'institut a également recommandé la remise en mains propres des questionnaires aux surveillants par l'Administration pénitentiaire, demande présentée par l'OIP au ministère de la Justice mais actuellement sans réponse, selon l'association.

Alors que les questionnaires ont été remis à quelque 45.000 détenus par les délégués du Médiateur de la République, les formulaires étaient seulement disponibles sur internet pour l'ensemble des autres intervenants: gardiens, juges, avocats, familles, travailleurs sociaux. BVA, qui est chargé du dépouillement des questionnaires, a reçu à ce jour 15.000 réponses de détenus sur un total d'environ 60.000 personnes incarcérées, un taux de retour jugé "exceptionnellement élevé" par l'institut pour une opération qui constitue une première en France.

Les résultats de cette consultation exceptionnelle, soutenue par l'ex-ministre socialiste de la Justice Robert Badinter, seront rendus publics en octobre.

Ils serviront de base à la rédaction de "cahiers de doléances" qui seront remis à tous les candidats à la présidentielle le 14 novembre lors d'une journée consacrée aux "Etats généraux de la condition pénitentiaire" organisée au Sénat ou à l'Assemblée, selon l'OIP.

fmi/pjl/def